# La rébellion de la CNPSC

## Marginalisation sociale et complicité de l'État au Sud-Kivu







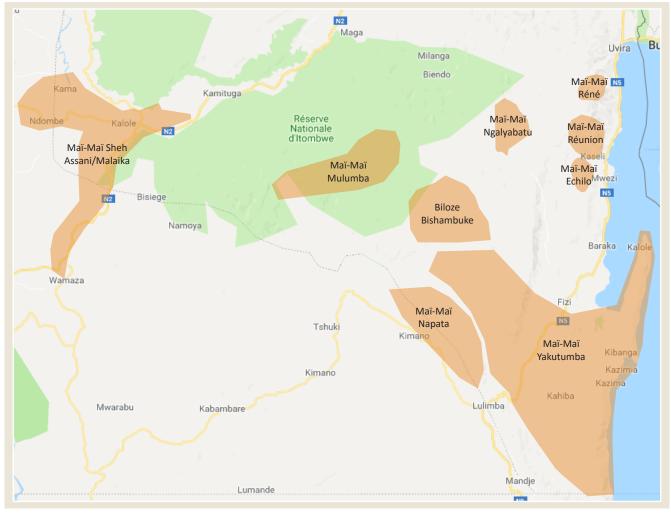
Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant à but non lucratif qui s'efforce de comprendre et d'expliquer la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous menons des recherches rigoureuses sur différents aspects du conflit qui sévit en République démocratique du Congo. Toutes nos recherches s'appuient sur une profonde connaissance historique et sociale du problème en question. Nos bureaux se trouvent au Centre de coopération internationale de l'Université de New York.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur les sites suivants : www.congoresearchgroup.org et www.gecongo.org.

Photo de couverture: Justine Brabant

# Page de Contenu

3 Introduction		4 Contexte		<b>7</b> La résurgence de Yakutumba	
L'offensive des FARDC et l'effilochement de l'alliance	des	13 montée s tensions gionales	14 Analys	е	17 Conclusion



Membres de l'alliance CNPSC janvier 2019

## Introduction

Une coalition de groupes armés dans l'extrême sud de la province du Sud-Kivu, en République démocratique du Congo, a lancé en juin 2017 une offensive de grande envergure. Cette Coalition nationale pour la souveraineté du Congo (CNPSC) a lancé une série d'attaques, s'emparant rapidement de bases de l'armée congolaise. Elle a obtenu d'importantes quantités d'armes et de munitions, pris brièvement le contrôle de vastes zones d'extraction d'or, et atteint la périphérie d'Uvira, un carrefour commercial régional important. La coalition comprenait au moins sept groupes armés, répartis sur des centaines de kilomètres carrés. À peine plus d'un an plus tard, le groupe a été frappé par une offensive de l'armée et chassé de la plupart des centres de population, mais il reste toujours une menace pour les civils et la stabilité de la région.

Qu'y avait-il derrière cette alliance impressionnante? Quelles leçons pouvons-nous tirer des facteurs d'instabilité en général dans la région ? Cet exposé met en lumière la marginalisation sociale, la faiblesse et la complicité des responsables gouvernementaux et des troupes, ainsi que le positionnement politique des groupes armés en prévision des prochaines élections. Le processus électoral controversé a été à l'origine de l'essor de la CNPSC, mais l'investiture d'un leader de l'opposition, Felix Tshisekedi, et les tensions régionales impliquant des groupes armés rwandais et burundais sont en train de changer la dynamique des conflits dans la région.

### **Contexte**

Le territoire de Fizi, où la CNPSC a émergé, est un foyer d'activités pour les groupes armés depuis les années 60. Avec le territoire voisin d'Uvira, Fizi a accueilli une rébellion qui allait engloutir une grande partie de l'est de la RDC, dirigée par le Conseil national de libération (CNL). Créée à la suite de l'assassinat du Premier ministre Patrice Lumumba et fomentée par le nationalisme, ce que l'on appelle désormais la rébellion de Simba s'est efforcée de renverser le nouveau gouvernement. Au niveau local, cette rébellion s'est également appuyée sur des antagonismes de longue date au sein des communautés Fulero et Bembe contre les abus commis par les systèmes locaux coutumiers et les élites gouvernementales pendant le régime colonial. Il est important de se souvenir de cette histoire; les dirigeants locaux et les combattants s'y réfèrent, ce qui fournit une partie du contexte de la mobilisation en cours. Les notions de victimisation et de marginalisation économique ainsi qu'une tradition d'insurrection éclairent la vision du monde des combattants actuels.

La rébellion de Simba a été vaincue en 1965, mais des vestiges persistent, découpant de petits fiefs à l'intérieur des terres isolées, en particulier dans une région du territoire de Fizi appelée Hewa Bora, où Laurent-Désiré Kabila - dirigeant du CNL et futur président du pays — est resté aux commandes d'un petit nombre de troupes jusqu'aux années 80.

La mobilisation armée a repris dans cette région pendant la période de démocratisation du début des années 90, lorsque des politiciens provocateurs de Bembe ont mobilisé leur soutien contre les Banyamulenge, une petite communauté d'éleveurs d'origine rwandaise et burundaise, vivant principalement dans les hauts plateaux à l'ouest du lac Tanganyika. Les tensions entre ces communautés

existaient depuis la période coloniale et concernaient principalement l'accès à la terre et le pouvoir coutumier.

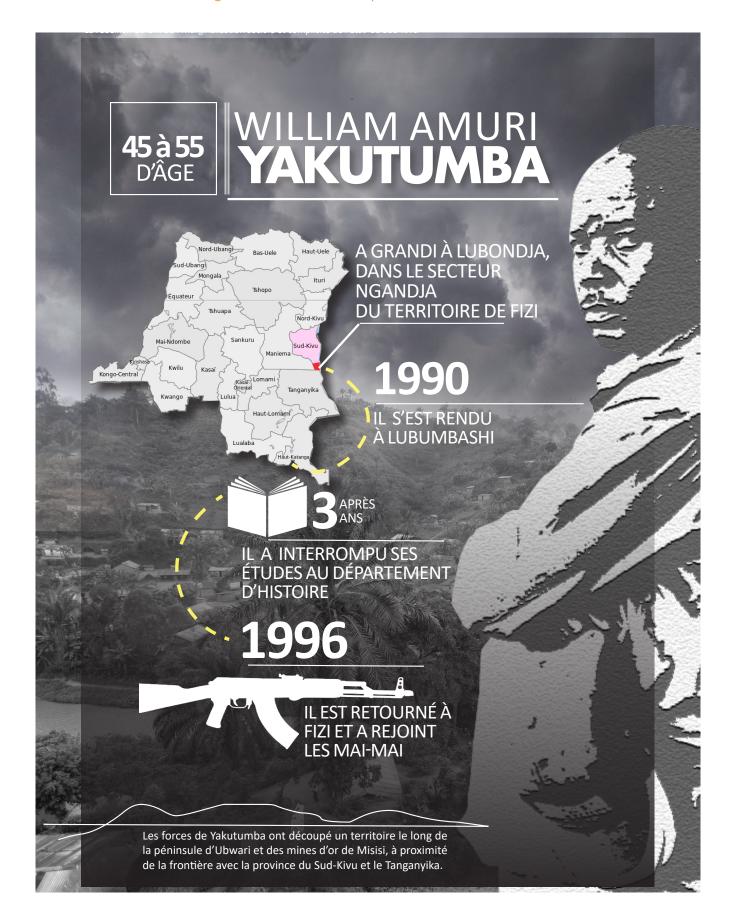
En octobre 1996, cette mobilisation quelque peu inégale a ensuite alimenté l'émergence de milices locales qui recrutent en grande partie selon des critères ethniques pour défendre les communautés locales. Ces groupes, connus plus tard sous le nom de « Maï-Maï », étaient motivés par l'invasion de la RD Congo (alors Zaïre) par une vaste coalition rebelle, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), qui comptait de nombreux Banyamulenge et était soutenue par les gouvernements rwandais, ougandais et d'autres régions.

C'est à ce moment-là que William Amuri Yakutumba, le principal dirigeant de la CNPSC, a pris les armes pour la première fois dans le village de Lubondja, où il avait grandi. Il a rejoint un groupe de Maï-Maï dirigé par le général Dunia Lwendama, actif dans les rébellions des années 60, et le maquis Hewa Bora de Laurent Désiré Kabila. En 2003, un accord de paix a unifié le pays et la plupart des groupes armés ont été intégrés dans une nouvelle armée nationale, notamment les Maï-Maï de Dunia. Yakutumba, qui était devenu commandant de bataillon pour Dunia, a lancé une nouvelle rébellion en janvier 2007 avec la complicité de son ancien commandant. Sa rébellion a finalement été baptisée Forces armées alléluia (FAAL) avec une branche politique appelée le Parti pour l'action et la reconstruction du Congo (PARC). Le moment était critique : bien qu'un accord de paix ait uni le pays et que les groupes armés étaient supposés se joindre à une nouvelle armée nationale, les tensions entre les communautés ont persisté et des signalements d'infiltrations rwandaises ont continué. Exprimant un message violent visant principalement

Yakutumba a grandi à Lubondja, dans le secteur Ngandja du territoire de Fizi. Il aurait entre 45 et 55 ans. Il aurait grandi dans la région rurale de Fizi, mais s'est rendu à Lubumbashi, la deuxième ville du pays, pour étudier à l'université au début des années 90. Après trois ans, il a interrompu ses études au département d'histoire en raison de la répression des services de sécurité de Mobutu à l'université. Il est retourné à Fizi et a rejoint les Mai-Mai vers 1996.

la communauté tutsie, il a affirmé s'être mobilisé pour défendre la communauté Bembe contre les milices Banyamulenge qui refusaient de s'intégrer à l'armée nationale.

Les forces de Yakutumba ont découpé un territoire le long de la péninsule d'Ubwari et des mines d'or de Misisi, à proximité de la frontière avec la province du Sud-Kivu et le Tanganyika. En 2001, il a noué une alliance ponctuelle avec les rebelles burundais des Forces nationales de libération (FNL) et était de plus en plus impliqué dans le racket et le banditisme sur le lac Tanganyika et dans les régions isolées de l'intérieur. Yakutumba a commencé à faire valoir, de plus en plus et surtout après les élections de 2011, que le président Joseph Kabila, qui avait soutenu les Maï-Maï à Fizi contre le Rwanda et ses alliés pendant la guerre de 1998-2003, était en fait lui-même un agent rwandais, tournant sa rhétorique anti-tutsie contre l'armée et l'État congolais. En 2014, cependant, les troupes de Yakutumba semblaient avoir perdu toute pertinence politique, se contentant principalement de taxer le commerce de l'or, les bateaux de pêche et les routes dans les zones reculées du territoire de Fizi.



## La résurgence de Yakutumba

Cela a changé en juin 2017, lorsque les troupes de Yakutumba ont attaqué une position de l'armée congolaise à Force Bendera, un barrage hydroélectrique situé juste au sud de la frontière entre les provinces du Sud-Kivu et du Tanganyika. C'était une attaque surprise qui a permis à Yakutumba de s'emparer d'une quantité considérable d'armes et de munitions. Quelques jours plus tard, ses troupes ont attaqué d'importantes bases des FARDC à Lulimba et Misisi, l'un des plus importants gisements aurifères de l'est de la RD Congo, tuant des officiers supérieurs des FARDC et s'emparant de stocks importants d'or et d'armes. Misisi abrite également un grand projet multinational d'exploitation aurifère dirigé par Casa Mining, basée à Maurice et détenue en grande partie par la société chinoise Zijin. Au cours de cette offensive, des témoins ont signalé une alliance entre Yakutumba et une milice de la communauté pygmée de la province du Tanganyika Nord, dirigée par un commandant nommé Ndume, qui semble s'être poursuivie jusqu'à aujourd'hui dans cette région.

S'il est difficile de savoir ce qui a déclenché ces attaques et s'il y a eu une incitation extérieure, la portée politique était claire. Le deuxième mandat du président Kabila s'était achevé le 19 décembre 2016, mais les élections ont été reportées indéfiniment. Un accord a été signé le 31 décembre 2016 entre l'opposition et la coalition au pouvoir, l'accord de Saint Sylvestre, appelant à un gouvernement avec partage du pouvoir ainsi qu' au report des élections. Cependant, au vu des indications limitées que des élections seraient organisées et que Kabila se retirerait, Yakutumba décida de lancer une nouvelle offensive. Il l'a déclenchée le 1er juin avec l'attaque de Bendera, mais a fait sa première déclaration publique importante concernant la CNPSC à la date symbolique du 30 juin 2017, jour de l'indépendance nationale.

Yakutumba préparait cette offensive depuis plusieurs mois au moins. Plus tôt en 2017, Yakutumba avait commencé à assembler une coalition de groupes armés s'étendant de Salamabila dans la province du Maniema jusqu'à la péninsule d'Ubwari et jusqu'à la ville d'Uvira, en s'appuyant sur des alliances de

longue date. Ce n'était pas sa première initiative de ce genre. Déjà en 2008, Yakutumba avait formé la coalition « Maï-Maï Reformés », qui comprenait officiellement les commandants basés à Maniema, Tanganyika et Shabunda, bien que le noyau ait été formé par des commandants basés dans le territoire de Fizi, tels qu'Aoci, Mulumba et Bwasakala. En pratique, cependant, il semble y avoir eu une coordination limitée entre ces groupes. En 2011, les efforts pour constituer une coalition ont repris et en 2013, le nom CNPSC a fait surface pour la première fois. Cependant, la coalition était en grande partie inopérante jusqu'à ses premières actions militaires majeures mi-2017.

Il existe un précédent historique pour ce type d'alliance. Au cours de la guerre de 1998-2003, des groupes Maï-Maï dans une zone similaire s'étaient rassemblés, ironiquement avec le soutien du gouvernement de Joseph Kabila, contre l'armée rwandaise et ses alliés, formant ainsi le « Secteur opérationnel est ». Depuis lors, il n'y a jamais eu d'alliance aussi large dans la province du Sud-Kivu. Le succès de Yakutumba de réunir une dizaine de groupes disparates appartenant à une demi-douzaine de communautés ethniques - mais avec une prépondérance de commandants Bembe - témoigne de la compétence de ceux qui négocient cette alliance.

Intermédiaire clé parmi les coalitions rassemblant des groupes du sud-ouest de Fizi, le général Shabani Sikatenda, ancien chef rebelle qui s'était battu aux côtés de Laurent-Désiré Kabila pour renverser Mobutu, est devenu le chef des services de renseignement de l'armée nationale en 1997. Après s'être officiellement retiré de l'armée nationale en 2015, il s'est installé dans son village d'origine près de Kilembwe, proche de la frontière avec la province de Maniema. Là, il a commencé à créer sa propre milice et à prélever des taxes. Il s'est associé à Yakutumba en 2017 et a ensuite déclaré à la population locale : « Il y a deux lions ici, le lion de la forêt, Yakutumba, et le lion de la ville, Sikatenda, et nous nous connaissons et nous travaillons ensemble pour nous débarrasser de la sauvagerie de Kabila. »<sup>1</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Entretien avec un représentant de la société civile locale à Kilembwe, juillet 2018.

#### Membres actifs de la CNPSC

#### Les Maï-Maï Aoci

Les Maï-Maï Aoci recrutent dans la communauté Bembe et sont basés vers Mbandakila, dans les hauts plateaux d'Itombwe. Aoci a vaguement été sous le commandement de Yakutumba en 2007, mais il a créé son propre groupe plusieurs années plus tard.

#### Les Maï-Maï Malaika

Les Maï-Maï Malaika sont un groupe créé par Sheh Assani, un jeune homme qui a étudié dans une école islamique locale près de Wamaza, dans la province de Maniema. Il appartient à la communauté de Bangubangu et dirige une milice qui a émergé en signe de protestation contre les activités de la société minière Banro à la mine d'or de Namoya.

#### Les Maï-Maï Mshabah

Les Maï-Maï Mshabah (alias Aigle) sont actifs autour des villes de Kilembwe et de Mai-Ndombe et sont dirigés par le déserteur des FARDC, Aigle.

#### Les Maï-Maï Eshilo

Les Maï-Maï Eshilo sont un groupe à dominance Bembe basé dans les collines à l'ouest du lac Tangnyika, le long de la frontière entre les territoires d'Uvira et de Fizi.

#### Les Maï-Maï Biloze Bishambuke

Les Maï-Maï Biloze Bishambuke sont une coalition de groupes constitués principalement de Bafulero, établie en 2012 à Milimba, mais qui s'est étendue aux hauts plateaux d'Itombwe, vers Bijombo, où ils seraient dirigés par un commandant appelé Ngarukiye.

#### Les Maï-Maï Ebuela\*

Les Maï-Maï Ebuela sont dirigés par Ebuela, un ancien commandant en chef Bembe de Yakutumba, qui s'est séparé de lui en 2013 mais qui a par la suite rejoint l'alliance de la CNPSC et qui est actif dans les collines à l'ouest du lac Tanganyika, entre Lweba et Mboko et dans les Hauts Plateaux.

#### Les Maï-Maï Mulumba

Les Maï-Maï Mulumba sont dirigés par un vieux rebelle appelé Mulumba, qui aurait dans les 80 ans. Bien qu'il appartienne à la communauté Nyindu, il réside dans une région peuplée de Bembe, près de Kilembwe.

#### Les Maï-Maï Napata

Les Maï-Maï Napata sont une faction dissidente des Maï-Maï Mulumba, qui s'est séparée du groupe en raison de tensions ethniques au sein du groupe. Mulumba est Nyindu, tandis que Napata est Bembe. Ils sont basés dans le secteur de Lulenge dans le sudouest de Fizi.

#### Les Maï-Maï Wilondja

Les Maï-Maï (ou simplement le « Groupe ») Wilondja sont un petit groupe qui recrute dans la communauté Bembe et actif autour de Ngalula, au sud de la zone minière de Misisi.

#### Le groupe Maï-Maï de René Itongwa

Le groupe Maï-Maï de René Itongwa, un déserteur Bembe des FARDC, est basé dans les collines près de Makobola et de Kikozi dans le territoire d'Uvira. Itongwa appartient à la communauté Bembe et avait été Maï-Maï dans des groupes dirigés par Baudouin Nakabaka et Zabuloni Munyentware avant de rejoindre l'armée nationale.

#### Les Maï-Maï Réunion

Les Maï-Maï Réunion sont un groupe à dominance Bembe actif autour de Soma et de Lusambo, le long de la frontière entre les territoires d'Uvira et de Fizi. Ils s'appelaient autrefois les Maï-Maï Mupekenya.

<sup>\*</sup>Ebuela s'est rendu en janvier 2019, mais quelques-uns de ses troupes auraient rejoint des autres membres de la CNPSC.

Sikatenda harcelait également les travailleurs d'un site proche d'extraction aurifère situé à Namoya, qui est géré par la société canadienne Banro. En janvier 2016, il aurait donné des armes à un groupe de jeunes qui manifestaient contre Banro pour les avoir expulsés d'une carrière locale. Ce groupe, dirigé par un certain Sheh (Sheikh) Assani Mitende de la communauté de Bangubangu<sup>2</sup>, s'appelait Maï-Maï Malaika (Anges) et avait réussi à kidnapper deux employés étrangers de Banro à la fin de 2016. Comme indication de l'interdépendance des groupes locaux, Yakutumba a ensuite facilité la libération d'un otage tanzanien à la fin de 2016, en négociant apparemment le versement d'une rançon. Sikatenda a également œuvré pour fédérer des groupes locaux plus petits, plus assimilables à des bandits, dirigés par les déserteurs des FARDC, le colonel Aigle, ainsi que Pichen et Mshaba.

Les Maï-Maï Malaika, qui sont devenus l'un des groupes les plus importants de la coalition de la CNPSC, étaient eux-mêmes liés à une autre personnalité : Emmanuel Ramazani Shadary, actuellement candidat à la présidence pour la coalition au pouvoir de Joseph Kabila. Selon de nombreuses sources locales et étrangères, Shadary, originaire de cette partie de la province de Maniema, aurait participé aux premières étapes de la mobilisation armée en 2016, soulevant la jeunesse locale et les mineurs artisanaux contre Banro.<sup>3</sup> Selon deux sources distinctes, Shadary aurait aidé à mettre en contact Sheh Assani avec Sikatenda et aurait joué un rôle déterminant dans la libération des étrangers kidnappés.<sup>4</sup> Nos sources suggèrent que Shadary tentait de gagner les faveurs de la communauté locale pendant la période électorale et de se positionner dans le cercle restreint de Kabila. Ces relations auraient pris fin en 2017 lorsque les Maï-Maï Malaika ont élargi leur champ d'action de Banro à l'État congolais, en s'attaquant aux autorités locales et aux services de sécurité.

L'un des défis de Yakutumba était d'améliorer les relations avec les anciens commandants qui s'étaient brouillés avec lui. Notamment Ebuela, son ancien commandant opérationnel qui l'avait quitté fin 2013, ainsi que Réunion, qui s'était allié à Yakutumba dans le passé mais s'était disputé avec lui à propos de son alliance avec les rebelles burundais de la FOREBU et à cause de ses abus à l'encontre des communautés locales. Yakutumba a également pris contact avec des chefs de groupes armés des communautés Fuliiro et Vira basés dans les collines autour d'Uvira, notamment Kashomba, Ngarukiye et Byamungu, qui dirigent chacun de petits groupes. Au nord de Fizi, dans le territoire de Mwenga, il a contacté des commandants tels que Nyakiliba et Ibanda, tous deux de la communauté de Nyindu. Cependant, ces groupes étaient petits et avaient peu d'impact. Fizi et Uvira sont restés le centre de l'activité de la CNPSC.

Après les attaques de juin 2017, la coalition de la CNPSC a été repoussée par l'armée. Pourtant, elle allait bientôt relancer ses opérations en attaquant Mboko le 24 septembre 2017 sur les rives du lac Tanganyika. Ici, la force d'une coalition élargie devenait évidente : les troupes de Yakutumba ont participé, mais elles bénéficiaient de la puissance de feu des commandants Maï-Maï basés dans les collines à l'ouest de Mboko, notamment Réunion, Ngarukiye et René Itongwa. Ces dirigeants s'étaient rencontrés deux jours auparavant à Kazimiya, au pied de la péninsule d'Ubwari, pour planifier l'opération.

L'attaque a pris les troupes des FARDC par surprise - Mboko est à quelques jours de marche de Lulimba, où Yakutumba avait été le plus actif auparavant - et la coalition a rapidement pris le contrôle de la ville, bloquant ainsi l'artère principale de la région, la Route nationale 5. Le colonel Samy Matumo, commandant du 3302ème régiment, semblait être la cible principale de l'attaque. Yakutumba venait de le chasser des mines d'or de Misisi.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Le groupe Maï-Maï Malaika a été lancé par un dirigeant musulman local appelé Sheh Haruna, qui a ensuite désigné un dirigeant de la jeunesse local appelé Cheikh Assani pour diriger le mouvement.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Entretiens avec des combattants Malaika, des conseillers en affaires, un diplomate étranger et la société civile locale. Voir également, Justine Brabant, « Au Congo-RDC, les guerres noircissent le bilan de Kabila », Mediapart, 11 août 2018.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Entretien avec un agent de sécurité étranger, octobre 2018 ; entretien avec un militant de la société civile, novembre 2018 ; entretien avec un activiste de la société civile étranger, décembre 2018.

Peu après, Yakutumba a déclaré à un journaliste local :

Il y a trois choses que nous considérons comme vraiment néfastes et qui nous motivent à renverser le gouvernement de Joseph Kabila. Premièrement, la mauvaise gouvernance dans notre pays, la RD Congo. Deuxièmement, l'invasion de notre pays par des pays voisins dans le but de diviser notre pays en deux parties... ce que vous constatez n'est pas une guerre ethnique, mais une guerre d'invasion... tout cela, Joseph Kabila l'a fait pour briser la force des enfants de la RD Congo, afin de scinder le pays en deux parties. La troisième raison est que nous pensions être devenus une démocratie, mais le président Joseph Kabila a rejeté cette démocratie.<sup>5</sup>

D'après des entretiens avec des membres de la CNPSC, il semble que les rebelles eux-mêmes aient été surpris par la défaite rapide des FARDC à Mboko, à seulement 40 kilomètres au sud d'Uvira, la deuxième plus grande ville de la province du Sud-Kivu. Certains commandants, en particulier Saidi Ekanda (commandant de la marine de Yakutumba), Ebuela (ancien commandant opérationnel de Yakutumba) et René Itongwa (un déserteur des FARDC ayant sa propre milice), inspirés par la facilité avec laquelle ils avaient pris Mboko, ont ensuite pris la décision de lancer une attaque sur Uvira le 27 septembre 2017. L'attaque a atteint la périphérie sud de la ville, prenant brièvement le contrôle du port et recevant le soutien de groupes Maï-Maï tels que celui dirigé par Makanaki basé dans les collines surplombant le port de Kalundu, provoquant la panique parmi les FARDC mal préparées. D'autres groupes Fulero Maï-Maï, qui auraient été achetés par des politiciens Fulero, ont cependant refusé d'aider la coalition. La mission de maintien de la paix des Nations Unies, la MONUSCO, est finalement intervenue, utilisant ses hélicoptères d'attaque pour défendre la ville. Les observateurs locaux ont dénombré parmi les morts un Maï-Maï, un Casque bleu de la MONUSCO et treize membres des FARDC à la suite de l'attaque.

C'est après cette attaque que la première grande réunion de la CNPSC a eu lieu à Kazimiya à la fin du mois d'octobre. Pendant plusieurs jours, les différents membres de la coalition ont discuté des conditions de la collaboration et de la structure du mouvement. Des délégués venus d'autres régions des provinces du Kivu, de Beni, Bunyakiri, Mwenga et Shabunda étaient également présents.

À la suite de cette attaque, qui a fait les gros titres de la presse internationale et propagé des ondes de choc dans le gouvernement de Kinshasa, les FARDC ont lancé une contre-offensive. La CNPSC, notamment les groupes installés habituellement près d'Uvira, s'est repliée vers Kazimiya, au pied de la péninsule d'Ubwari, où les groupes étaient basés jusqu'en décembre 2017, contrôlant les rives du lac et l'arrière-pays.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Un entretien avec le journaliste Jean de la Croix du broadcast de Nipashe, qui peut être écouté en suivant le lien : https://www.youtube.com/watch?v=Vej1zQgQ-DU&t=159s.

## L'offensive des FARDC et l'effilochement de l'alliance

Les FARDC ont subi d'importantes pertes au cours de cette phase initiale de la CNPSC de juin à décembre 2017. Le 2 octobre, par exemple, des rebelles auraient tué 92 soldats et capturé 13 autres au cours d'une embuscade au sud de la ville d'Uvira. Ce n'est qu'à la mi-décembre que les FARDC ont lancé une contre-offensive et ont pu infliger de lourdes pertes à la coalition.

L'offensive des FARDC a mal démarré, avec une attaque ciblée contre le général Philemon Yay, un important général des FARDC proche du président Kabila, récemment nommé commandant des opérations des FARDC au Sud-Kivu. L'embuscade, qui a eu lieu à la mi-décembre près de Lulimba, a échoué, provoquant un assaut total contre les forces de la CNPSC positionnées autour du lac Tanganyika. L'offensive était une indication de ce que les FARDC pouvaient accomplir avec détermination et avec des ressources suffisantes. La présence du général Yav entre octobre 2017 et mars 2018 aurait été accompagnée d'une injection d'argent et d'équipement dans la région. Les observateurs locaux ont vu de grandes quantités de munitions arriver dans la région et de nouveaux soldats bien motivés accompagnaient Yav. Ses troupes ont été soutenues par le déploiement de forces spéciales des FARDC basées dans la province de Maniema, qui ont attaqué la CNPSC autour de Namoya et de Kilembwe.

Cette offensive des FARDC a cependant été accompagnée par une vague de violations des droits humains. Selon une organisation locale à but non lucratif, par exemple, à Makobola, à 15 km au sud d'Uvira, au moins 25 femmes auraient été violées par un groupe de soldats à la fin du mois de septembre 2018. Un journaliste d'IRIN a trouvé des preuves de plusieurs autres exactions, ce qui a aliéné la population locale et conduit des jeunes à rejoindre la CNPSC.<sup>6</sup>

Yakutumba a été contraint de se retirer du port de Kazimiya jusque dans la savane dans le sud-ouest du territoire de Fizi, où il a construit un nouveau camp dans le village de Membelelo, tandis que les autres membres de la coalition sont rentrés dans leurs bastions respectifs. Yakutumba était basé à Membelelo entre février et mai 2018, lorsque, de nouveau sous la pression des FARDC, il s'est enfui vers la forêt entourant la rivière Lwama, près de Salamabila, dans la province de Maniema, où il a été accueilli ainsi que le reste de ses troupes par les Maï-Maï Malaika.

Une grande partie des rivalités se sont déroulées loin du champ de bataille, les FARDC et les hauts responsables politiques cherchant à tirer parti de la cohésion fragile des rebelles pour les monter les uns contre les autres et encourager les défections, en jouant souvent sur les divisions ethniques. Le cas le plus important de ce type s'est joué entre Yakutumba et Ekanda, son important commandant de marine. Tous les deux appartiennent à la communauté Bembe, mais le premier appartient au secteur Ngandja, tandis que le second appartient au secteur Mutambala. Selon plusieurs sources, Nehemie Mwilanya, le chef d'état-major du président Kabila, également de Mutambala, a contribué à convaincre Ekanda de faire défection avec plusieurs dizaines de soldats au Burundi en février 2018, d'où il a été livré à l'armée burundaise par des pêcheurs congolais qui avaient été victimes des abus d'Ekanda.

Une fois que Yakutumba est arrivé aux environs de Salamabila, il a commencé à reconstruire ses forces avec les Malaika. Une fois que la menace immédiate a été levée pour le gouvernement congolais, les FARDC ont laissé leur pression militaire se dissiper, ce qui coïncidait avec un changement de commandement militaire dans la province du Sud-Kivu: en août 2018, le général David Rugayi a été nommé pour diriger les opérations à Fizi et à Uvira, tandis que le général Akili Mundos Muhindo était nommé à la tête de l'ensemble de la province.

Entre temps, les membres de la CNPSC ont intensifié leurs attaques contre les FARDC. Le 24 juin 2018, les troupes de la CNPSC ont de nouveau attaqué le site minier de Namoya, en volant de l'équipement et de l'argent. Le 15 septembre, ils ont lancé des attaques

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Philip Kleinfeld et Gaius Kowene, « Inside the Congolese army's campaign of rape and looting in South Kivu », IRIN, 18 décembre 2017.

contre les positions des FARDC dans un large rayon autour de la ville de Kilembwe, en prenant le contrôle de la ville et en obligeant l'armée à battre en retraite stratégique. Yakutumba en a profité pour traverser vers la forêt de Ngandja. Il est actuellement basé entre Milimba et les limites sud des hauts plateaux d'Itombwe. Yakutumba est resté relativement actif en visitant les troupes des commandants Mai-Mai René et Réunion en décembre 2018 au-dessus de Swima et Mboko, et ensuite participant à une grande réunion à Kitala, dans l'haut-plateau d'Uvira, le 11 janvier 2019. À cette réunion on participé des répresentants de groupes Mai-Mai suivants : René, Réunion, Ngarukiye, Kashumba, Malaika, et Makanaki.

Depuis que le général Rugayi a pris le commandement en août 2018, seules deux opérations importantes des FARDC ont eu lieu: à la mi-septembre, pour reprendre le contrôle de Kilembwe à la suite de l'offensive de la CNPSC; et fin novembre, dans les hautes terres surplombant Mboko et Swima, contre les groupes dirigés par René et Réunion. Bien que les FARDC aient revendiqué une victoire dans cette dernière offensive, elles auraient également subi un grand nombre de pertes, et la CNPSC a brièvement pris le contrôle de la ville lacustre de Mboko le 2 décembre 2018 avant d'être repoussée. Les membres du gouvernement ont probablement mieux réussi avec des ouvertures politiques pour coopter certains de ses membres. Le succès le plus important récemment a été enregistré dans la province de Maniema, où deux importantes défections de membres de Maï-Maï Malaika ont eu lieu en avril et en octobre 2018, impliquant respectivement les commandants Pichen et Shetani Kapela. Des dizaines de leurs combattants se sont rendus et ont été démobilisés à la suite d'accords conclus avec des dirigeants politiques provinciaux.

La défection la plus importante et la plus importante a eu lieu fin janvier 2019, lorsque Ebuela wa Seba, ancien député de Yakutumba et l'un des commandants les plus connus de la CNPSC, s'est rendu avec 300 combattants selon lui. Ebuela a déclaré: « Nous avons déjà un nouveau président de la République, nous devons maintenant ouvrir une nouvelle page pour construire notre pays. » <sup>7</sup> Des sources proches d'Ebuela suggèrent qu'un accord avait été négocié entre lui et le gouvernement national pour faciliter sa reddition.

L'importance de la CNPSC est en train d'être eclipsé par les dynamiques des conflits régionaux impliquant des groupes armés rwandais et burundais, ainsi que les gouvernements de ces deux pays.

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> Lubunga Lavoix, « RDC-Fizi : Reddition d'un chef milicien avec ses 300 éléments, » Actualité.cd, February 1st 2019.

## La montée des tensions régionales

Alors que la CNPSC était repoussée vers le sud et l'ouest du territoire de Fizi, un nouveau groupe de conflits est emergé dans les Hauts Plateaux juste à l'ouest de la ville d'Uvira. Deux camps principaux sont au cœur de ce conflit: les rebelles burundais qui se sont rebellés contre le gouvernement de Pierre Nkurunziza à la suite du coup d'État mangué de 2015 et de la répression qui a suivi; et diverses rébellions rwandaises, anciennes et nouvelles, cherchant à se positionner contre Kigali. Les deux pays soutiennent les ennemis de leurs voisins, tandis que les gouvernements congolais et ougandais font preuve d'une grande souplesse et changent d'alliance à leur guise. Cette agitation a mené les FARDC à se focaliser moins sur la CNPSC, tout en attirant des membres de cette coalition.

Les groupes armés burundais les plus importants sont le RED-Tabara (ancien FRONABU-Tabara) et l'aile Nzabampema des Forces nationales de libération (FNL). Au cours des dernières années, les forces armées burundaises (FDN) ont attaqué ces groupes sur le territoire congolais, bénéficiant souvent de la complicité tacite ou active des forces armées congolaises (FARDC). De l'autre côté du champ de bataille, les FNL - qui se trouvent dans l'est du Congo depuis de nombreuses années - ont cultivé des relations avec des groupes Maï-Maï tels que ceux dirigés par Makanaki, Rushaba, René, Réunion et Nyerere.

Pendant ce temps, l'ancien chef d'état-major rwandais Faustin Kayumba Nyamwasa, qui a fait défection en 2010 et réside depuis lors en exil en Afrique du Sud, a soutenu une petite rébellion dans les hautes terres d'Uvira. Opérant sous le même nom que le parti politique de Kayumba, le Rwandan National Congress (RNC), ce groupe s'était allié aux milices Banyamulenge telles que Gumino et Twiganeho tout en bénéficiant du soutien du gouvernement congolais. Depuis décembre 2018, on signale des dissensions au sein du RNC, éventuellement provoquées par des instigateurs extérieurs, alors

même que certains analystes parlent du soutien du Rwanda au RED-Tabara pour attaquer le RNC.

Alors que les combats se poursuivent dans les hauts plateaux du territoire d'Uvira, une branche dissidente des FDLR - le Conseil national pour le renouveau et la démocratie (CNRD-Ubwyunge) - se dirige vers cette région depuis fin 2018, d'où ils veulent apparemment de franchir un passage vers le Burundi. On ne sait pas quel rôle le CNRD va jouer dans cette interaction complexe d'alliances, mais il est probable que ces courants opposés affecteront la CNPSC, comme l'armée congolaise se concentre de plus en plus sur ces groupes étrangers et que certains membres de la CNPSC recherchent de nouvelles alliances et sources de soutien.

## Analyse

#### La structure du mouvement

La CNPSC est un contrepoint notable à la tendance de fragmentation des groupes armés dans la région. Le nombre de groupes dans le Nord et le Sud-Kivu seulement est passé de 20 à 40 en 2008 à environ 140 en 2018. Bien qu'il existe des alliances sporadiques entre ces groupes, la CNPSC est de loin la plus grande coalition, tant en ce qui concerne le nombre de ses membres, que par sa portée géographique.

Néanmoins, il serait exagéré de qualifier le groupe de coalition cohérente ou bien structurée. Alors que Yakutumba se présente en tant que secrétaire général et commandant de la CNPSC, les autres membres de la coalition ne semblent pas jouer de rôle officiel dans un commandement conjoint et ne sont généralement pas basés au même endroit. Lorsqu'ils organisent une attaque, les Yakutumba peuvent envoyer des armes et des munitions à d'autres membres de la coalition et coordonner leur stratégie. Il a également été signalé que des combattants formés par le groupe central Yakutumba avaient ensuite été déployés auprès d'autres membres de la coalition.

Cependant, les différents partenaires de la coalition conservent un haut degré d'autonomie. Ce manque de cohésion se manifeste également dans les opérations quotidiennes. Selon bon nombre de sources, par exemple, l'attaque contre Uvira n'a pas été le résultat d'une planification stratégique conjointe, mais plutôt une initiative spontanée d'Ekanda, Ebuela et Itongwa, qui ont tenté de tirer parti de la désorganisation des FARDC après leur attaque contre Mboko. Un autre exemple a été fourni par des pêcheurs locaux, qui ont expliqué aux chercheurs de CRG qu'ils avaient tenté à plusieurs reprises de s'attaquer à l'insécurité sur le lac Tanganyika avec Yakutumba, jusqu'à ce qu'il s'avère que ce dernier n'avait que peu d'influence sur sa marine, dirigée par Ekanda.

En juin 2017, un compte Facebook de la CNPSC est apparu, suivi d'un compte Twitter en septembre 2017 et des vidéos ont été publiées sur YouTube. Cependant, les deux comptes n'ont pas été utilisés depuis octobre 2017. Raphael Looba Undji – un

homme politique qui fut le chef de l'aile politique de Yakutumba – et qui jouerait le rôle de coordinateur politique, a eu peu de visibilité dans ces nouveaux efforts médiatiques, dont certains semblent impliquer des membres de la diaspora congolaise. La dernière déclaration publique de la CNPSC a été faite en septembre 2018, lorsque la coalition a brièvement pris le contrôle de Kilembwe et de Yakutumba. Sheh Assani a organisé une réunion pour saluer la population locale et a abordé diverses questions politiques nationales, notamment l'utilisation controversée de la machine à voter aux prochaines élections et l'exclusion de plusieurs dirigeants de l'opposition des prochaines élections présidentielles.

#### La puissance surprenante du mouvement

Comment pouvons-nous expliquer la montée rapide du mouvement ? En partie, un enchaînement d'événements fortuits a joué un rôle. L'attaque surprise de Force Bendera en juin 2017 a fourni à Yakutumba le matériel et les munitions nécessaires pour prendre le contrôle de la région minière de Misisi, ce qui à son tour lui a permis de disposer d'une quantité importante d'or et d'argent, contribuant ainsi à forger une coalition plus large. En outre, les Malaika semblent avoir tiré des ressources importantes des attaques et des enlèvements de personnel et de biens de Banro.

Cependant, ce n'est pas seulement le hasard qui a contribué à leur ascension. La faiblesse du gouvernement congolais a été un facteur majeur. Après l'injection d'armes et d'argent parvenue avec le général Yav, les ressources ont commencé à diminuer, laissant les soldats démoralisés. Comme ailleurs, les unités des FARDC déployées sur les lignes de front souffrent d'un faible nombre de soldats, certains régiments - qui sont censés compter 1 200 soldats – ne disposant que de plusieurs centaines de soldats. Salambila se trouvant le long de la frontière entre les provinces du Maniema et du Sud-Kivu, les opérations ont également souffert de structures de commandement concurrentes, les troupes du Sud-Kivu étant payées et nourries (ou souvent pas) depuis Kindu, la capitale du Maniema. Yakutumba et ses alliés ont également tiré profit de la saisie d'importants stocks d'armes mal protégés. Certains officiers des FARDC ont même soupçonné une trahison dans leurs rangs, et affirment que certains de leurs collègues ont vendu des armes et du matériel à Yakutumba, ou l'ont aidé à s'emparer de certains de leurs stocks.

Les antagonismes ethniques ont également compliqué les opérations des FARDC. Bon nombre d'officiers des FARDC déployés dans le cadre de ces opérations appartiennent aux communautés hutu et tutsie, qui suscitent un profond ressentiment parmi la population. Alors que le général Yav s'était assuré de ne pas déployer beaucoup de ces officiers sur la ligne de front, l'actuel commandant des opérations du Sud-Kivu, le général Rugayi, étant lui-même rwandophone, a eu recours à des unités dirigées par des officiers provenant de ces communautés — une caractéristique de longue date des opérations militaires dans les territoires de Fizi et d'Uvira — ce qui a attisé les tensions.

Il y a également eu des rumeurs persistantes faisant état de financements extérieurs fournis à Yakutumba par des hommes politiques et des hommes d'affaires congolais à l'étranger, notamment en Tanzanie et en Zambie, où existe une importante communauté Bembe et où Yakutumba a développé un réseau de soutien au fil des ans. Selon diverses sources, Yakutumba aurait été en contact avec des membres de partis d'opposition congolais et d'autres groupes armés du Nord et du Sud-Kivu. Bien que cela ait été difficile à confirmer, il est clair que Yakutumba, et peut-être d'autres membres de cette coalition, ont été en mesure de puiser dans des réseaux commerciaux régionaux leur permettant de vendre de l'or et d'autres produits de base.

#### Implications pour la stabilité dans la région

La création de la CNPSC a eu lieu dans un contexte de détérioration générale de la situation sécuritaire en RD Congo. Rien que dans le territoire de Fizi, 127 000 personnes ont été déplacées au cours du second semestre de 2017 et les déplacements dans les Kivus ont augmenté de 700 000 personnes entre septembre 2016 et décembre 2017.8

Il est clair qu'au moins une partie de cette escalade est due au contexte politique national. Même si la plupart des groupes armés sont basés dans des régions éloignées situées à des milliers de kilomètres de Kinshasa, leurs dirigeants sont de fervents partisans de la politique nationale. Les troubles politiques provoqués par le report des élections, qui ont été repoussés de deux ans après la date initiale de décembre 2016 et ont finalement eu lieu le 30 décembre 2018, se sont répercutés sur les Kivus et ont affecté la dynamique des conflits. Bon nombre de chefs de groupes armés et leurs partisans s'attendaient à ce que la crise offre de nouvelles opportunités, ce qui a amené certains chefs de groupes armés, ainsi que certains hommes politiques, à mobiliser leurs forces pour se positionner, même si dans d'autres cas, cela a également amené les hommes politiques à redoubler d'efforts pour démobiliser les combattants existants.

Les groupes armés, notamment la CNPSC, qui auparavant se contentaient largement du contrôle et de la taxation des zones rurales, ont commencé à cibler de plus en plus les installations du gouvernement et de l'ONU. Par exemple, la CNPSC a explicitement dénoncé le gouvernement de Kabila, déclarant qu'elle se battra pour « libérer » la RD Congo, tandis qu'au Nord-Kivu, les Maï-Maï Kilalo et d'autres groupes armés ont également manifesté leur opposition au gouvernement. En janvier 2018, Mbusa Nyamwisi, un vétéran de l'opposition et de la politique rebelle, a déclaré : « Il n'y aura pas d'élections. Nous devons donc utiliser les mêmes moyens que Kabila et l'opposition le sait bien. »9

L'inauguration de Felix Tshisekedi à la présidence a surpris de nombreux chefs de groupes armés dans

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> Tous les chiffres proviennent Bureau de l'ONU pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), www.unocha.org/drc. Aucuns chiffres relatifs aux déplacements n'ont été publiés depuis décembre 2017.

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> Pierre Benetti et Joan Tilouine, « Mbusa Nyamwisi ou le retour d'un chef de guerre dans le bourbier congolais », *Le Monde*, 30 janvier 2018, http://www. lemonde.fr/afrique/article/2018/01/30/mbusa-nyamwisi-ou-le-retour-d-un-chef-de-guerre-dans-le-bourbier-congolais\_5249371\_3212.html (28 février 2018)

cette région. Certains s'attendaient à ce que Kabila fasse passer son candidat, Emmanuel Shadary, par force et d'autres avaient de la sympathie pour Martin Fayulu. L'élection controversée de Tshisekedi, en dépit la déclaration par l'Église catholique et des médias indépendants que Fayulu ait gagné, a conduit de nombreux groupes armés à réévaluer leur position. Certains, comme Ebuela, ont cherché à se démobiliser, tandis que d'autres pèsent encore leurs options. Cependant, sans programme de démobilisation fonctionnel, et alors que le conflit plane dans la région, les membres du CNPSC ont de bonnes chances de se réinventer dans de nouveaux rôles et alliances.

## **Conclusion**

La trajectoire de la CNPSC ne laisse pas présager d'une organisation capable de contester sérieusement l'État congolais. Il est peu probable qu'elle prenne le contrôle des grandes zones urbaines et son incohérence interne laisse à penser que l'alliance ne persistera probablement pas plus longtemps sous sa forme actuelle. Néanmoins, la menace à laquelle la RD Congo est confrontée aujourd'hui n'est pas une insurrection rebelle qui pourrait annexer une partie du pays, comme ce fut le cas en 1996-1997 et en 1998-2003, mais plutôt une crise humanitaire latente créée par une prolifération de groupes armés ainsi qu'une armée qui manque de volonté politique et de ressources pour mener les opérations nécessaires.

La CNPSC est un bon exemple de ce type de menace – elle a pu fédérer un certain nombre d'autres groupes armés, impulsant une attaque contre la plaque tournante commerciale d'Uvira ainsi que contre deux sociétés d'extraction aurifère internationales - Casa Mining et Banro. Plus important encore, les combats avec l'armée congolaise ont déplacé des centaines de milliers de civils dans les territoires de Fizi et d'Uvia, provoquant presque certainement la mort des plus vulnérables en raison de la maladie et de la faim. Cela a également conduit à une militarisation accrue du territoire de Fizi - des milliers de soldats et de combattants y sont déployés, taxant la population locale, entravant l'activité économique et déchirant le tissu social. Cela a poussé bon nombre de jeunes hommes dans les rangs des divers groupes armés.

Il n'y a pas de solution facile à cette crise. Il serait facile d'établir une liste familière d'actions à entreprendre: une initiative de démobilisation à base communautaire, des projets de réconciliation et des programmes locaux de développement économique, le tout en plus des pourparlers de paix et, le cas échéant, des opérations de lutte contre l'insurrection prenant au sérieux la sécurité des populations locales. Le problème n'est pas d'élaborer des solutions techniques astucieuses ; il s'agit de forger la volonté politique d'agir des principaux acteurs. Surtout, le gouvernement congolais, qui doit lancer et gérer la plupart des initiatives ci-dessus, n'a pas voulu prendre des mesures sérieuses et soutenues. Les mois à venir fourniront un test crucial pour le nouveau gouvernement de Felix Tshisekedi. Sera-t-il capable de reformer l'État congolais pour amener la stabilité?

#### Autres lectures de référence

Stearns, Jason, et al. « Maï-Maï Yakutumba: Resistance and Racketeering in Fizi, South Kivu ». (2013).

Verweijen, Judith. « Taking Uvira? The Remarkable Tenacity of the CNPSC Coalition », 28 septembre 2018, https://suluhu.org/2017/09/28/cnpsc-uvira-fizi/

Verweijen, Judith. « Shedding Light on Why Mining Companies in Eastern Congo are Under Attack » The Conversation, 30 août 2017, https://theconversation.com/shedding-light-on-why-mining-companies-in-eastern-congo-are-under-attack-82922



Le Groupe d'étude sur le Congo (GEC) est un projet de recherche indépendant à but non lucratif qui s'efforce de comprendre et d'expliquer la violence qui affecte des millions de Congolais. Nous menons des recherches rigoureuses sur différents aspects du conflit qui sévit en République démocratique du Congo. Toutes nos recherches s'appuient sur une profonde connaissance historique et sociale du problème en question. Nos bureaux se trouvent au Centre de coopération internationale de l'Université de New York.

L'ensemble de nos publications, blogs et podcasts sont disponibles sur les sites suivants : www.congoresearchgroup.org et www.gecongo.org.

